

TRIBUNE Libération

Gilets jaunes : c'est au peuple qu'il appartient d'écrire la suite de l'histoire

— 8 mai 2019 à 16:19

Des citoyens engagés dans le mouvement des gilets jaunes, la plupart proches ou membres de La France insoumise, appellent à créer, non un parti ou une association, mais des «cercles constituants» pour lancer une réflexion collective sur les institutions et le partage des richesses.

Gilets jaunes : c'est au peuple qu'il appartient d'écrire la suite de l'histoire Tribune. Le 17 novembre 2018 a marqué l'entrée dans une nouvelle ère : celle du retour du peuple sur la scène de ce qui était devenu un théâtre d'ombres. Le mouvement des gilets jaunes a percuté de plein fouet l'atomisation libérale de la société en réouvrant une perspective collective. Les gilets jaunes ont donné à voir la volonté de constitution d'un corps politique refondé par le contrat social. Ce faisant, ils mettaient radicalement en cause l'organisation, ou plutôt la désorganisation de la société par l'émiettement individualiste, qui, depuis plus de trente ans maintenant, laisse les coudées franches à la finance galopante et à la caste qui la sert.

Les conclusions solitaires qui ont été tirées du «grand débat» par le monarque présidentiel n'ont apporté aucune réponse à cette exigence démocratique. Pire, toute proposition en ce sens a été immanquablement rejetée. Il faut dire que le cadre proposé était avant tout un corset : les gens étaient certes appelés à discuter, mais étaient «en même temps» privés de la liberté de décider. Face à l'irruption populaire, le pouvoir n'a proposé qu'un groupe de parole.

Le débouché politique du mouvement des gilets jaunes n'en reste pas moins un enjeu majeur pour l'ensemble du pays. Ce mouvement continue en effet à imprégner l'ensemble de la société. Par sa capacité à muter au fur et à mesure qu'il agrège, il a tiré sa force dynamique en s'affranchissant du cadre institutionnel. C'est donc une matrice nouvelle qu'il convient de fabriquer et qui rassemble le plus grand nombre.

Car si les gilets jaunes ne sont pas le peuple, ils en sont la pointe avancée, celle qui a formulé cet impératif démocratique : «Nous ne nous contentons plus d'être des individus. Nous revendiquons notre droit à la citoyenneté !» Dès lors, le seul débouché politique à la hauteur de cet élan est l'appropriation par l'ensemble du corps social et politique de cette exigence.

Nécessité fait loi : nous pensons que la République doit faire retour à ses commencements et s'engager sans attendre dans un processus constituant afin que la multitude se refonde en un corps politique décidant de son destin.

L'élection d'une «assemblée constituante citoyenne» sera bien sûr, le moment venu, l'outil de sa mise en œuvre. Mais si l'on considère que la volonté générale procède du peuple et que c'est au sein de celui-ci que se forge l'intérêt général et non simplement dans la représentation, une assemblée constituante ne peut agir par délégation de souveraineté.

Ce mouvement nous met face à l'urgence d'inventer un modèle démocratique et social juste, respectueux de l'humain et de la planète. Il convient d'investir dès à présent et sans attendre l'étape préalable, celle de la maturation collective, de l'appropriation par le dialogue, de l'émergence dans le peuple de contenus émancipateurs et de droits de l'homme et du citoyen nouveaux : c'est au peuple qu'il appartient d'écrire la suite de l'histoire.

Nous, citoyens engagés dans le mouvement des gilets jaunes pour la Res publica et le bien commun, appelons à initier dès à présent, et partout où il n'existe pas déjà sur le territoire de structures qui puissent se saisir de cette question, des cercles constituants pour lancer la réflexion collective, tant sur le cadre institutionnel futur dont la France devra se doter, que sur les règles de vie collective pour les mettre en partage. Pas un parti, pas un mouvement, pas même une association, ces cercles constituants se retrouveront librement en réseau via une plateforme numérique pour faire circuler les propositions et enrichir la réflexion commune. Le temps constituant ne peut être capté par aucun : il appartient au peuple !

François Cocq auteur de l'Impératif démocratique, Catherine David Confédération paysanne, Nathalie Dinner conseillère départementale (PCF-FDG-LFI) déléguée au logement et à l'habitat, présidente d'un office public de l'habitat, Romain Dureau agroéconomiste, Christophe Gache secrétaire départemental du Mouvement des citoyens, **Charlotte Girard universitaire et coresponsable du programme de LFI**, Nicolas Guillet juriste, Mickael Idrac doctorant en sociologie des migrations à l'université Paris-Descartes, Manon Le Bretton responsable de l'école de formation de La France insoumise, Jeannick Le Lagadec conseillère départementale (PCF-FDG-LFI) déléguée à la santé, Walter Mancebon militant pour une VIe République, Alphée Roche-Noël auteur de Géographie de l'histoire de France, Jonathan Urbach avocat, Frédéric Viale coauteur de la Gauche à l'épreuve de l'Union européenne

Miraculé provisoire

Charlotte Girard France, Société

Sauvé une fois par Notre-Dame, le Président Macron ne l'a pas été une seconde fois. Il a bien fallu qu'il fasse ses annonces la semaine qui a suivi l'incendie. Aurait-il entendu sinon écouté les revendications des Gilets Jaunes ou même celles des maires qu'il a visités avec tant d'ardeur ? Aurait-il tiré les conséquences des demandes instantes de « soleil », d'égalité et de démocratie, mais aussi de respect et de solidarité ?

Las, sa conférence de presse façon maître d'école sur estrade a déçu. Pas parce qu'il n'a rien dit. Mais parce qu'il a répété ce que lui et ses porte-parole disent depuis 2 ans : « Notre politique est la bonne. Donc nous ne dévierons pas du cap assigné parce que c'est le bon. Notre pays a besoin de changement parce que le monde change. Et le changement que nous proposons est le meilleur. » Difficile de résister nerveusement à cette litanie dogmatique.

Mais il a aussi précisé (un peu) de quoi sa politique serait faite dans cette nouvelle partie du quinquennat. En l'occurrence, il prévoit toute une série d'approfondissements de ce qui a été entamé la première année. Sauf que c'est justement ce qui a fait sortir notre peuple de ses gonds.

Contre l'injustice fiscale ? Au lieu d'entendre la demande de faire payer les très fortunés à hauteur de ce qu'ils gagnent, il entend « baisses d'impôts » et « suppression de quelques niches fiscales » aux entreprises (heureusement compensée par quelques nouvelles aides). Ce qu'il promet aussitôt ; trop heureux d'appliquer des préceptes libéraux par excellence. Pour faire passer l'absence de retour à l'ISF, il se contente de « confier à la Cour des comptes la mission d'évaluer précisément les sommes qui échappent à l'impôt et de proposer des mesures précises ».

Contre la dégradation de la démocratie ? Au lieu d'entendre la demande d'implication populaire via le RIC national et la refonte complète de la constitution par les citoyens eux-mêmes, il croit qu'on plébiscite déjà sa réforme des institutions dont le peuple sera exclu de la conception. Rien de nouveau à part la révision du référendum d'initiative partagée, la création d'un « droit d'interpellation des élus » via l'inscription d'une question à l'ordre du jour d'une assemblée locale et la transformation du Conseil économique, social et environnemental (CESE) en Conseil de la participation citoyenne composé en plus de ceux qui y sont déjà de citoyens tirés au sort mais minoritaires et toujours confiné à un pouvoir purement consultatif.

Contre la perte de pouvoir d'achat ? Rien ou presque puisque le salaire minimum ne bougera pas ; pas plus que le point d'indice ou le niveau des retraites qui ne seront pas toutes réindexées.

Contre la disparition des services publics ? Un pauvre guichet unique « Maison France services » pour cacher la misère.

Contre le réchauffement climatique ? 150 tirés au sort pour donner un avis...

Sur quoi ? On ne sait pas.

Il est temps qu'avec le soutien des syndicats, associations, collectifs et organisations politiques, les Gilets Jaunes fassent peuple pour désarmer ce pouvoir toxique. Charlotte GIRARD